

MINISTÈRE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME

Décret n° 83-684 du 26 novembre 1983 fixant les conditions d'intervention sur le tissu urbain existant.

Le Président de la République,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'habitat et de l'urbanisme, du ministre de l'intérieur, du ministre des finances, du ministre de la planification et de l'aménagement du territoire et du ministre de la culture,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu le décret n° 82-17 du 12 janvier 1982 portant composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 78-127 du 27 mars 1978 fixant les attributions du ministre de l'habitat et de l'urbanisme ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée et complétée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 67-281 du 20 décembre 1967, modifiée, relative aux fouilles et à la protection des sites et monuments historiques et naturels ;

Vu l'ordonnance n° 68-38 du 23 mai 1969, modifiée et complétée, portant code de la wilaya ;

Vu l'ordonnance n° 74-26 du 20 février 1974 portant constitution des réserves foncières au profit des communes ;

Vu l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975 portant code de commerce ;

Vu l'ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code civil ;

Vu l'ordonnance n° 76-48 du 25 mai 1976 fixant les règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le décret n° 81-385 du 26 décembre 1981 relatif aux attributions de la commune et de la wilaya dans les secteurs de l'habitat, de l'urbanisme et des infrastructures de base ;

Vu le décret n° 83-699 du 26 novembre 1983 portant permission de voirie ;

Vu la loi n° 82-02 du 6 février 1982 relative au permis de construire et au permis de lotir ;

Décète :

CHAPITRE I

DES OPERATIONS D'INTERVENTION SUR LE TISSU URBAIN EXISTANT

Article 1er. — Les opérations d'intervention sur le tissu urbain existant comprennent des actions de rénovation, de restructuration, de réhabilitation et de restauration, telles que définies à l'article 2 du présent décret. Elles sont réalisées dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Art. 2. — A) La rénovation urbaine est une opération physique qui, sans modifier le caractère principal d'un quartier, constitue une intervention profonde sur le tissu urbain existant pouvant comporter la destruction d'immeubles vétustes et la reconstruction, sur le même site, d'immeubles de même nature.

B) La restructuration est une opération qui consiste en une intervention sur les voiries et réseaux divers et en une implantation de nouveaux équipements.

Elle peut comporter une destruction partielle d'îlots et une modification des caractéristiques du quartier par des transferts d'activités de toute nature et la désaffectation des bâtiments en vue d'une autre utilisation.

C) La réhabilitation est une opération qui consiste en la modification d'un immeuble ou d'un groupe d'immeubles ou d'équipements en vue de leur donner les commodités essentielles.

D) La restauration immobilière est une opération permettant la mise en valeur d'immeubles ou groupe d'immeubles présentant un intérêt architectural ou historique, sans préjudice des dispositions contenues dans l'ordonnance n° 67-281 du 20 décembre 1967 susvisée et en liaison, en tant que de besoin, avec l'autorité concernée.

Art. 3. — Lorsque ces interventions touchent des zones et des immeubles ou structures d'immeubles présentant un intérêt de défense nationale, les opérations sont soumises à l'accord préalable du ministre de la défense nationale.

Art. 4. — Pour une meilleure coordination des différentes opérations, il peut être créé une structure de mise en œuvre.

CHAPITRE II

DE L'OBJET DU PLAN D'INTERVENTION SUR LE TISSU URBAIN EXISTANT

Art. 5. — Les agglomérations ou parties d'agglomérations qui ne s'adaptent pas aux fonctions urbaines, celles ne réunissant pas les conditions d'hygiène et de salubrité ainsi que celles dont les constructions sont vétustes, donnent lieu à un plan d'intervention sur le tissu urbain existant.

Ce plan d'intervention sur le tissu urbain existant doit s'intégrer dans le cadre et les limites prescrites au plan d'urbanisme directeur de la commune.

Art. 6. — Lorsque l'agglomération concernée n'est pas dotée d'un plan d'urbanisme directeur régulièrement approuvé, la délimitation de la zone d'intervention sur le tissu urbain existant est fixée par arrêté du ministre de l'habitat et de l'urbanisme, sur proposition du wali territorialement compétent. En ce cas, une étude préalable est effectuée par la direction de l'urbanisme, de la construction et de l'habitat de la wilaya pour définir la zone d'intervention.

Art. 7. — Des règles particulières d'urbanisme régiront le secteur à réhabiliter ou à restaurer, dans le cadre de la législation en vigueur en matière de

protection et de sauvegarde des monuments et sites anciens pour la mise en œuvre du plan d'intervention sur le tissu urbain existant.

Art. 8. — Les propriétaires fonciers d'immeubles sont tenus, en tant que de besoin, de prendre part à l'exécution des actions d'intervention sur le tissu urbain existant, dans le cadre du plan d'urbanisme directeur régulièrement approuvé.

Art. 9. — Le plan d'intervention sur le tissu urbain comporte :

- 1) le schéma d'aménagement d'ensemble ;
- 2) le programme général d'intervention (relogement, utilisation des parties rénovées, etc...) ;
- 3) les programmes d'actions dans le cadre des opérations prévues à l'article 1er du présent décret et en matière d'équipement et d'activités artisanales et industrielles.

CHAPITRE III

DE L'ELABORATION DU PLAN D'INTERVENTION SUR LE TISSU URBAIN EXISTANT

Art. 10. — Le plan d'intervention sur le tissu urbain existant est élaboré sous l'autorité du wali et du président de l'assemblée populaire communale territorialement compétent.

Ce plan d'intervention sur le tissu urbain est approuvé par arrêté du wali, après délibération de l'assemblée populaire communale concernée et transmis au ministre de l'habitat et de l'urbanisme, au ministre de l'intérieur, au ministre des finances et au ministre de la planification et de l'aménagement du territoire.

CHAPITRE IV

DES EFFETS DU PLAN D'INTERVENTION SUR LE TISSU URBAIN

Art. 11. — Dès l'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone à rénover, à restructurer ou à réhabiliter, les demandes de permis de construire peuvent faire l'objet d'un sursis à statuer conformément aux dispositions de la loi n° 82-02 du 6 février 1982 susvisée.

Si la délivrance du permis de construire est soumise au respect de certaines conditions, l'autorité chargée d'instruire la demande ne peut proposer à l'autorité compétente de délivrer le permis de construire qu'en subordonnant cette délivrance aux conditions exprimées.

CHAPITRE V

DU RELOGEMENT ET DE L'OCTROI DE LOCAUX

Art. 12. — Les droits des occupants légaux des locaux faisant l'objet des opérations d'intervention sur le tissu urbain existant sont garantis dans le cadre de la législation et de la réglementation en

Art. 13. — Les modalités d'application du présent décret seront précisées, en tant que de besoin, par arrêté interministériel du ministre de l'habitat et de l'urbanisme, du ministre de l'intérieur, du ministre des finances et du ministre de la planification et de l'aménagement du territoire.

Art. 14. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 novembre 1983.

Chadi BENDJEDID

MINISTRE DE L'EDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL

Arrêté du 8 novembre 1983 instituant une épreuve spécifique de langue arabe à l'intention des enfants algériens ayant été scolarisés à l'étranger.

Le ministre de l'éducation et de l'enseignement fondamental,

Vu l'ordonnance n° 75-35 du 16 avril 1976 portant organisation de l'éducation et de la formation ;

Vu le décret n° 76-71 du 16 avril 1976 portant organisation et fonctionnement de l'école fondamentale ;

Vu le décret n° 81-37 du 14 mars 1981 portant attributions du ministre de l'éducation et de l'enseignement fondamental ;

Vu l'arrêté du 1er mars 1975 portant réorganisation du concours d'entrée en 1ère année moyenne, modifié par l'arrêté du 8 mai 1978 ;

Vu l'arrêté du 9 février 1978 portant application du décret n° 72-40 du 10 février 1972 créant le brevet d'enseignement moyen, modifié par l'arrêté du 24 mai 1978 ;

Vu l'arrêté du 25 octobre 1972 dispensant les enfants des ressortissants algériens ayant fréquenté un établissement scolaire situé hors d'Algérie, d'une épreuve à un examen ;

Arrête :

Article 1er. — Il est institué aux examens scolaires organisés par le ministère de l'éducation et de l'enseignement fondamental une épreuve spécifique de langue arabe à l'intention des enfants de nationalité algérienne ayant été scolarisés à l'étranger et admis dans un établissement national.

Art. 2. — L'épreuve spécifique remplace l'épreuve normale de langue arabe prévue aux examens

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 06-55 المؤرخ في 30 ذي الحجة عام 1426 الموافق 30 يناير سنة 2006 الذي يحدد شروط وكيفيات تعيين الأعدان المؤهلين للبحث عن مخالقات التشريع والتنظيم في مجال التهيئة والتعمير ومعاينتها وكذا إجراءات المراقبة، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 14-99 المؤرخ في 2 جمادى الأولى عام 1435 الموافق 4 مارس سنة 2014 الذي يحدد نموذج نظام الملكية المشتركة المطبق في مجال الترقية العقارية،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 14-320 المؤرخ في 27 محرم عام 1436 الموافق 20 نوفمبر سنة 2014 والمتعلق بالإشراف على المشروع والإشراف المنتدب على المشروع،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 15-19 المؤرخ في 4 ربيع الثاني عام 1436 الموافق 25 يناير سنة 2015 الذي يحدد كيفيات تحضير عقود التعمير وتسليمها،
- وبعد موافقة رئيس الجمهورية،

يرسم ما يأتي :

المادة الأولى : تطبيقا لأحكام المواد 6 و8 و9 من القانون رقم 11-04 المؤرخ في 14 ربيع الأول عام 1432 الموافق 17 فبراير سنة 2011 الذي يحدد القواعد التي تنظم نشاط الترقية العقارية، يهدف هذا المرسوم إلى تحديد شروط وكيفيات التدخل في الأنسجة العمرانية القديمة وكذا منح الترخيص الإداري.

المادة 2 : يقصد في مفهوم هذا المرسوم بما يأتي :

النسيج العمراني القديم موضوع التدخل : مجموعة العمارات والبنيات التي هي في حالة قدم وتدهور ولا تتوفر فيها شروط النظافة وبها نقائص بالنظر للمتطلبات التنظيمية من حيث صلاحية السكن والراحة والأمن والهيكل القاعدية والتجهيزات والمساحات العمومية.

عملية التدخل : مجموعة أعمال وأشغال إعادة التأهيل والتجديد و/أو إعادة الهيكلة العمرانية الحضرية والريفية.

مخطط التدخل : مجموعة الوثائق والدراسات التي تبين بالتفصيل العمليات والأعمال التي يجب القيام بها وكيفية التدخل والمخططات والتنظيمات الضرورية والتركييب المالي لهذه العمليات التي تم إعدادها على أساس تشخيص وتحليل معطيات النسيج العمراني القديم ومحيط ونمط التدخل،

مرسوم تنفيذي رقم 16-55 مؤرخ في 22 ربيع الثاني عام 1437 الموافق أول فبراير سنة 2016، يحدد شروط وكيفيات التدخل في الأنسجة العمرانية القديمة.

إن الوزير الأول،

- بناء على تقرير وزير السكن والعمران والمدينة،
- وبناء على الدستور، لا سيما المادتان 85-3 و125 (الفقرة 2) منه،

- وبمقتضى القانون رقم 90-29 المؤرخ في 14 جمادى الأولى عام 1411 الموافق أول ديسمبر سنة 1990 والمتعلق بالتهيئة والتعمير، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى القانون رقم 98-04 المؤرخ في 20 صفر عام 1419 الموافق 15 يونيو سنة 1998 والمتعلق بحماية التراث الثقافي،

- وبمقتضى القانون رقم 01-20 المؤرخ في 27 رمضان عام 1422 الموافق 12 ديسمبر سنة 2001 والمتعلق بتهيئة الإقليم وتنميته المستدامة،

- وبمقتضى القانون رقم 02-11 المؤرخ في 20 شوال عام 1423 الموافق 24 ديسمبر سنة 2002 والمتضمن قانون المالية لسنة 2003،

- وبمقتضى القانون رقم 06-06 المؤرخ في 21 محرم عام 1427 الموافق 20 فبراير سنة 2006 والمتضمن القانون التوجيهي للمدينة،

- وبمقتضى القانون رقم 11-04 المؤرخ في 14 ربيع الأول عام 1432 الموافق 17 فبراير سنة 2011 الذي يحدد القواعد التي تنظم نشاط الترقية العقارية،

- وبمقتضى القانون رقم 11-10 المؤرخ في 20 رجب عام 1432 الموافق 22 يونيو سنة 2011، والمتعلق بالبلدية،

- وبمقتضى القانون رقم 12-07 المؤرخ في 28 ربيع الأول عام 1433 الموافق 21 فبراير سنة 2012 والمتعلق بالولاية،

- وبمقتضى المرسوم رقم 83-684 المؤرخ في 21 صفر عام 1404 الموافق 26 نوفمبر سنة 1983 الذي يحدد شروط التدخل في المساحة الحضرية الموجودة،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 15-125 المؤرخ في 25 رجب عام 1436 الموافق 14 مايو سنة 2015 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة، المعدل،

المادة 8 : تتضمن عمليات التدخل في الأنسجة العمرانية القديمة تدابير وأعمالا تكميلية، لا سيما قصد:

- تحسين الإطار المعيشي للسكان ونوعية البيئة،
- توعية السكان للمحافظة على الأملاك ونوعية الإطار المعيشي،
- ترقية ثقافة الحفاظ على الملكية المشتركة وتسييرها،
- التكوين في مجال التدخل في الأنسجة العمرانية القديمة.

المادة 9 : يتم إعداد احتياجات الولاية على أساس طلبات التكفل بعمليات التدخل في الأنسجة العمرانية القديمة، الصادرة عن المجالس الشعبية البلدية، ويتم تبريرها بما يأتي :

- معاينة حالة قدم البنايات وعدم توفرها على الشروط الصحية ووجود خلل في نظام الأنسجة العمرانية القديمة المبررة بتقرير شامل يعدّه رئيس المجلس الشعبي البلدي المعني،
- تسجيل هذا النمط من العمليات في أدوات التهيئة والتعمير المعمول بها.

المادة 10 : يجب إحصاء وتصنيف الأنسجة العمرانية القديمة من طرف الولاية حسب درجة تدهورها وعدم توفرها على شروط النظافة، وذلك بتحديد:

- البنايات المهتدة بالانهيار والأعمال الخاصة التي ينبغي القيام بها،
- الأنسجة العمرانية القديمة ذات الأولوية التي تتطلب عمليات إعادة تأهيل ثقيلة تتمثل في ترميم الهياكل و/أو تعزيز الأساسات،
- الأنسجة العمرانية القديمة التي تتطلب عمليات التجديد و/أو إعادة الهيكلة العمرانية،

- الأنسجة العمرانية القديمة التي تستدعي علامات التدهور فيها عمليات إعادة تأهيل متوسطة تتمثل في ترميم الأجزاء المشتركة والشبكات والتجهيزات التقنية،

- الأنسجة العمرانية القديمة التي تتطلب عمليات إعادة تأهيل خفيفة تتمثل في ترميم الواجهات والمساحة.

المادة 11 : يرفق تبليغ برامج التدخل المتعددة السنوات إلى الولايات، ببطاقات تقنية توضح :

المتعامل: هيئة مختصة في المجال، تكلف بالإشراف المنتدب على المشروع المتعلق بعمليات التدخل في الأنسجة العمرانية القديمة.

التدخل (أو المتدخلون): شخص أو أشخاص طبيعيون أو معنويون مؤهلون للقيام بعمليات التدخل، يعينهم المتعامل.

الفصل الأول

أحكام عامة

المادة 3: يهدف التدخل في الأنسجة العمرانية القديمة إلى :

- إعادة تأهيل الأنسجة العمرانية القديمة قصد تحسين مقاومتها وديمومتها ومنظرها وشروط قابلية استعمالها السكني،
- تجديد الأحياء القديمة من خلال إعادة هيكلة وإعادة تأهيل وتجديد حالة الشبكات والعمارات والبنايات والهياكل القاعدية والتجهيزات والمساحات العمومية.

المادة 4 : تتم مباشرة عمليات التدخل في الأنسجة العمرانية القديمة على مستوى كل تراب الولاية، تطبيقا لأدوات التعمير، في إطار حماية التراث المبني وتثمينه.

تكتسي عمليات التدخل في الأنسجة العمرانية القديمة طابعاً ذا صالح عام، طبقاً لأحكام المادة 13 من القانون رقم 11-04 المؤرخ في 14 ربيع الأول عام 1432 الموافق 17 فبراير سنة 2011 والمذكور أعلاه.

المادة 5 : تنبثق عمليات التدخل في الأنسجة العمرانية القديمة عن استراتيجية تدخل تتضمن أعمالاً وأهدافاً على المدى القصير والمتوسط والطويل مع تقييم متواصل.

المادة 6 : تتم إعادة تأهيل العمارات والبنايات ذات المنفعة التاريخية أو الثقافية أو المعمارية الخاصة، وغير المصنفة وغير المحمية بموجب أحكام القانون رقم 98-04 المؤرخ في 20 صفر عام 1419 الموافق 15 يونيو سنة 1998 والمذكور أعلاه، في ظل احترام قيمها الجوهرية.

الفصل الثاني

شروط التدخل

القسم الأول

مباشرة عمليات التدخل

المادة 7 : تندرج عمليات التدخل في الأنسجة العمرانية القديمة في إطار برامج متعددة السنوات تعدها الوزارة المكلفة بالعمارة، على أساس الاحتياجات المعبر عنها من طرف الولايات المعنية.

- إعداد احتياجات الولاية فيما يخص برنامج التدخل وعرضها على الوزارة المكلفة بالعمران، لإبداء الرأي،
- الإشراف على إنجاز برنامج التدخل المبلغ إلى الولاية،

- المصادقة على ملفات دراسات التدخل التي تعرضها عليها اللجنة التقنية،

- تقييم العمليات والنشاطات المباشر فيها قصد إنجاز برامج التدخل،

- إبداء الرأي في كل المسائل التي تعرض عليها والمتعلقة بالتدخل في الأنسجة العمرانية القديمة.

المادة 15 : يرأس اللجنة التقنية المكلفة بعمليات التدخل في الأنسجة العمرانية القديمة الواقعة في تراب البلدية، رئيس المجلس الشعبي البلدي أو ممثله.

تتكون اللجنة التقنية من تقنيين مختصين في المجال تختارهم الإدارات غير المركزية التابعة للدولة، الممثلة في لجنة الإشراف وكذا التقنيين التابعين للجماعات المحلية.

يمكن اللجنة أن تستعين بكل شخص من شأنه أن ينيرها في أشغالها.

المادة 16 : تكلف اللجنة التقنية بما يأتي :

- تنفيذ برنامج التدخل المخول للبلدية،
- متابعة إنجاز عمليات التدخل،
- دراسة مطابقة ملفات الدراسات الخاصة بعملية التدخل والموافقة عليها،
- تنسيق النشاطات بين مختلف القطاعات،
- مساعدة المتعامل للتكفل بالصعوبات التي تواجهه في إطار تدخله،
- مساعدة لجنة الإشراف وإسداء النصيحة لها.

المادة 17 : يكلف المتعامل بما يأتي :

- ممارسة الإشراف المنتدب على المشروع لعمليات التدخل في الأنسجة العمرانية القديمة لحساب الدولة والجماعات المحلية،
- إرسال ملفات الدراسات إلى اللجان،
- رفع التحفظات المحتملة،
- إدارة عمليات التدخل.

- تحديد المواقع المعنية ونوع العمليات الضرورية،

- مبلغ الأغلفة الممنوحة قصد الدراسات والأشغال،
- آجال إنجاز برنامج التدخل.

تحدد كميّات تطبيق هذه المادة بقرار مشترك بين الوزراء المكلفين بالجماعات المحلية والمالية والعمران.

القسم الثاني

إطار التسيير

المادة 12 : تنشأ، قصد المشاركة في عملية تسيير برامج التدخل في الأنسجة العمرانية القديمة ومتابعتها وتقييمها :

- لجنة إشراف، على مستوى الولاية،
- لجنة تقنية، على مستوى البلدية،
- صاحب مشروع منتدب، يدعى في صلب النص "متعامل".

المادة 13 : تتكون لجنة الإشراف على عمليات التدخل في الأنسجة العمرانية القديمة، من الأعضاء الآتي ذكرهم :

- الوالي أو ممثله، رئيسا،
 - رئيس المجلس الشعبي الولائي أو ممثله،
 - رئيس أو رؤساء المجالس الشعبية البلدية المعنية،
 - مدير الولاية المكلف بالسكن،
 - مدير الولاية المكلف بالتعمير،
 - مدير الولاية المكلف بالبيئة،
 - مدير الولاية المكلف بأملاك الدولة،
 - مدير الولاية المكلف بالتنظيم والشؤون العامة.
- يمكن اللجنة أن تستعين بكل شخص مؤهل من شأنه أن ينيرها في أشغالها.

المادة 14 : تكلف لجنة الإشراف بما يأتي :

- تحديد استراتيجية التدخل في الأنسجة العمرانية القديمة على مستوى الولاية وتصور التكييفات اللازمة في حالة تغييرات طارئة للوضعيات،
- الفصل في جدوى وإمكانية القيام بعمليات التدخل في هذه الأنسجة التي اقترحتها المجالس الشعبية البلدية المعنية وكذا تحديد أولويتها،

الفصل الثالث**كيفية التدخل****القسم الأول****دراسات التدخل**

المادة 18 : يترتب على مباشرة المتعامل لعمليات التدخل في الأنسجة العمرانية القديمة، إعداد دراسات التدخل، مسبقا.

المادة 19 : تأخذ دراسات التدخل بعين الاعتبار الخصائص المحلية للنسيج العمراني القديم.

تتكون دراسات التدخل من شقين (2) : دراسة أولية متبوعة بدراسة تنفيذية.

تحدد كيفية إعداد دراسات التدخل وأجرها بموجب قرار مشترك بين وزير المالية والوزير المكلف بالعمران.

المادة 20 : يجب أن يتضمن ملف الدراسات الأولية للتدخل:

- تحديد محيط التدخل،

- إجراء التشخيص والخبرة التقنية للمبنى وكشوف حالة الأماكن،

- تحليل النسيج العمراني فيما يخص شغل الأراضي وشبكات التهئة والمعطيات الاجتماعية والاقتصادية،

- تعريف نمط التدخل الموصى به والأعمال الخاصة التي ينبغي القيام بها،

- تقدير مبلغ الدراسة التنفيذية لعملية التدخل.

المادة 21 : يرسل ملف الدراسة الأولية للتدخل الذي صدقت عليه اللجنة التقنية، إلى لجنة الإشراف قصد فحصه والموافقة عليه.

المادة 22 : تتوج الموافقة على الدراسة الأولية للتدخل من طرف لجنة الإشراف بقرار من الوالي يتضمن تحديد محيط التدخل وتعريف نمط التدخل.

يمكن أن يتم التأجيل في الفصل في عقود التعمير طبقا للتنظيم المعمول به، فور دخول قرار الوالي حيز التنفيذ.

المادة 23 : يترتب على الموافقة على الدراسة الأولية للتدخل من طرف لجنة الإشراف، إعداد دراسة تنفيذية تتضمن ثلاثة (3) جوانب :

- أعمال تغيير الهيكل العمراني للنسيج العمراني القديم،

- مشاريع التدخل في الهندسة المعمارية للبنىات القديمة التي تحدد معايير إعادة تأهيل العمارات والبنىات الموجودة وإدراج أشكال معمارية جديدة والتدخل في المساحات غير المبنية،

- التوصيات المحتملة المتعلقة بالتدابير التكميلية ذات الطابع الاجتماعي أو الاقتصادي أو البيئي الواجب تفصيلها.

المادة 24 : يجب أن يتضمن ملف الدراسة التنفيذية لمشروع مخطط التدخل، على الخصوص ما يأتي :

- تحديد المعايير المرجعية لعملية التدخل،

- الكشف الوصفي للعمليات ومخطط الأعمال الخاصة التي تجب مباشرتها،

- مخطط التهئة العامة المبرمج والخاص بالنسيج العمراني المعني،

- مواصفات قواعد التعمير والهندسة المعمارية والبناء المطبقة على كل البنيات والأراضي والهيكل القاعدية والشبكات الواقعة داخل محيط التدخل،

- دفتر أو دفاتر الشروط الخاصة،

- التقييم المالي لعمليات التدخل،

- الجدول الزمني التقديري للإنجاز، بما في ذلك منهجية التقييم الدوري لعملية التدخل،

- النشاطات الواجب الإبقاء عليها أو تغيير موقعها،

- تدابير المحافظة على البنيات المعاد تأهيلها وإعداد دفتر صحي لكل عمارة.

القسم الثاني**مخطط التدخل والترخيص الإداري**

المادة 25 : يقوم رئيس المجلس الشعبي البلدي المعني بإخضاع مشروع مخطط التدخل، بعد الموافقة على الدراسة التنفيذية من طرف اللجنة التقنية ورأي لجنة الإشراف، لتحقيق عمومي لمدة خمسة وأربعين (45) يوما.

يعرض مشروع مخطط التدخل على المصالح المختصة التابعة لوزارة الدفاع الوطني ووزارة الثقافة، لإبداء الرأي، عندما يشتمل محيطه على منشآت أو ممتلكات تابعة لكل منهما.

المادة 26 : يصبح مخطط التدخل الذي وافقت عليه لجنة الإشراف، نافذا بعد صدور قرار الوالي.

يوضع مخطط التدخل موضوع القرار تحت تصرف الجمهور للإعلام. وترسل نسخة منه إلى الوزارة المكلفة بالعمران.

الفصل الرابع**أحكام مالية**

المادة 35 : يتم تمويل عمليات التدخل في الأنسجة العمرانية القديمة فور صدور قرار الوالي المتعلق بمحيط ومخطط التدخل.

المادة 36 : تتم تغطية تمويل عمليات التدخل على الخصوص في الأنسجة العمرانية القديمة، عن طريق :

- حساب التخصيص الخاص رقم 114-302 الذي عنوانه "الصندوق الخاص لإعادة الاعتبار للحظيرة العقارية لبلديات الولاية،
- إعانات من الدولة والجماعات المحلية،
- العمليات الخاصة بميزانية التجهيز للدولة والمخصصة للتكفل بالقيام بالدراسات والأشغال الخاصة بعمليات التدخل في الأنسجة العمرانية القديمة،
- الإعانات العمومية الممنوحة في إطار إعادة التأهيل،
- مساهمات المالكين في إطار مشاركتهم في الأشغال،
- الهبات والوصايا.

تحدد كفاءات تطبيق هذه المادة بموجب قرار مشترك بين الوزراء المكلفين بالجماعات المحلية والمالية والعمران.

الفصل الخامس**أحكام نهائية**

المادة 37 : يتم هدم كل التهيئات غير الشرعية التي تم القيام بها في الأجزاء المشتركة للبنائيات الواقعة داخل محيط التدخل، طبقا للتشريع والتنظيم المعمول بهما.

المادة 38 : يمنع القيام بأي تعديل أو إتلاف أو إعادة تهيئة تمس الأجزاء المشتركة للأماكن المعاد تأهيلها.

يتعرض مرتكبو المخالفات للعقوبات المنصوص عليها في التشريع والتنظيم المعمول بهما والمتعلقة بالتهيئة والتعمير والهندسة المعمارية.

المادة 39 : تلغى كل الأحكام المخالفة لأحكام هذا المرسوم، لا سيما الأحكام التي يتضمنها المرسوم رقم 83-684 المؤرخ في 21 صفر عام 1404 الموافق 26 نوفمبر سنة 1983 الذي يحدد شروط التدخل في المساحة الحضرية الموجودة.

المادة 40 : ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية. حرر بالجزائر في 22 ربيع الثاني عام 1437 الموافق أول فبراير سنة 2016.

عبد المالك سلال

المادة 27 : يؤهل قرار الوالي الذي يتضمن الموافقة على مخطط التدخل، العمليات المسجلة فيه للاستفادة من إعانة الدولة.

المادة 28 : تطبق مواصفات وقواعد التعمير المحددة في مخطط التدخل على كل المساحات والعمارات الواقعة داخل محيط التدخل.

المادة 29 : يمكن تعديل مخطط التدخل أو مراجعته في الحالات الآتية :

- تدهور البنائيات على إثر ظواهر طبيعية،
- إنجاز مشروع مهيكلي ذي منفعة وطنية،
- عدم تجسيد عملية التدخل في الأجل المحددة.

يخضع تعديل مخطط التدخل أو مراجعته إلى نفس الإجراءات التي حددت إعداده والموافقة عليه.

المادة 30 : يسلم ترخيص إداري لإنجاز عمليات التدخل في الأنسجة العمرانية القديمة من طرف رئيس المجلس الشعبي البلدي ويبلغ إلى المتعامل المعني.

يرفق نموذج الترخيص الإداري بالملحق بهذا المرسوم.

القسم الثالث**إنجاز عمليات التدخل**

المادة 31 : يجب على المتعامل أن يوكل إنجاز عمليات التدخل في الأنسجة العمرانية القديمة إلى مرقين معتمدين وإلى مؤسسات وذلك طبقا للتنظيم المعمول به.

المادة 32 : يترتب على إنجاز عمليات التدخل في الأنسجة العمرانية القديمة التوقيع على دفتر شروط بين المتعامل والجماعة المحلية المعنية.

يحدد نموذج دفتر الشروط بموجب قرار من الوزير المكلف بالعمران.

المادة 33 : عندما تقتضي عمليات التدخل على مستوى العمارات السكنية ضرورة إخلاء الأماكن، فإن الجماعات المحلية تضمن الإسكان المؤقت للشاغلين خلال مدة الأشغال.

المادة 34 : يترتب على إتمام إنجاز عمليات التدخل في الأنسجة العمرانية القديمة المحددة في مخطط التدخل، إعداد حصيلة مادية ومالية من طرف لجنة الإشراف، قصد اختتام العمليات.

يرسل رئيس لجنة الإشراف نسخة من الحصيلة المادية والمالية للعمليات إلى الوزير المكلف بالعمران.

يتم إقرار اختتام العمليات المسجلة في برامج التدخل من طرف الوزير المكلف بالعمران.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ولاية :

بلدية :

قرار رقم مؤرخ في

يتضمن الترخيص الإداري لإنجاز عمليات التدخل في الأنسجة العمرانية القديمة

إن رئيس المجلس الشعبي البلدي لـ :

- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 16-55 المؤرخ في 22 ربيع الثاني عام 1437 الموافق أول فبراير سنة 2016 الذي يحدد شروط وكيفيات التدخل في الأنسجة العمرانية القديمة، لاسيما المادة 30 منه،

- وبمقتضى قرار الوالي رقم المؤرخ في عام سنة والمتضمن تحديد محيط التدخل وتعريف نمط التدخل،

- وبمقتضى قرار الوالي رقم المؤرخ في عام سنة والمتضمن المصادقة على مخطط التدخل،
يقرر ما يأتي :**المادة الأولى :** يمنح للمتعامل الترخيص الإداري لإنجاز عمليات التدخل في الأنسجة العمرانية القديمة (التسمية ومقر الشركة والعنوان)**المادة 2 :** يتعلق التدخل في الأنسجة العمرانية القديمة :

- الموقع (التسمية)

- تحديد الموقع والعنوان

- عدد العمارات والبنائيات

- رقم وعنوان العمارات والبنائيات المعنية

- نمط التدخل

المادة 3 : يكون الترخيص الإداري لإنجاز عمليات التدخل في الأنسجة العمرانية القديمة صالحا لمدة ابتداء من تاريخ تبليغه إلى المتعامل.**المادة 4 :** يجب على المتعامل أن يباشر إنجاز عمليات التدخل في الأنسجة العمرانية القديمة، في أجل سنة واحدة على الأكثر، ابتداء من تاريخ تبليغ الترخيص الإداري ويتم الإنجاز في الأجل المحددة في المادة 3 أعلاه.**المادة 5 :** يمكن تمديد أجل هذا الترخيص مرة واحدة لمدة أقصاها 24 شهرا، تحدد على أساس تقدير وتقييم السلطة المكلفة بتسليم الرخصة.

رئيس المجلس الشعبي البلدي